

Kenya

Naomi Kipuri

Des élections frustrantes

L'année 2007 semble avoir été une longue période de campagne électorale pour le Kenya; elle a vu apparaître de nombreux projets politiques votés afin de prendre de l'avance sur les résultats. Les programmes concernant la terre, la forêt, la faune et la flore sauvages ont été traités en urgence dans le but de mettre en avant les performances du gouvernement et de gagner les électeurs dont les moyens d'existence dépendent de ces ressources naturelles

Les conflits ethniques, souvent centrés sur la compétition pour les ressources, reflètent les nuances politiques, dues aux vicissitudes vécues par les communautés. Certaines ont été expulsées de leurs terres ancestrales pour soi-disant réduire les risques de conflits. Quand les élections ont commencé, la plupart des communautés autochtones avaient choisi, de soutenir l'opposition, en accusant le gouvernement du moment de ne pas avoir tenu ses promesses de l'investiture. La première de ces promesses était d'élaborer une nouvelle Constitution instituant délégation et décentralisation parlementaires qui, selon les autochtones, assurerait leurs droits aux ressources et à une certaine auto gouvernance.

Le processus de vote a commencé dans le calme. Les autochtones apprirent avec excitation et joie les premiers résultats, qui montraient l'avancée du parti d'opposition. Cependant, quand il fut avéré que les résultats de l'élection présidentielle étaient trafiqués afin de privilégier un candidat (les résultats étaient transmis en direct sur les chaînes de télévision), les tensions et les frustrations éclatèrent. Elles atteignirent un point de non-retour lorsque le président Kibaki fut déclaré vainqueur et qu'il prêta serment rapidement au cours d'une cérémonie privée à la State House. Ce n'est qu'après la prestation de serment du Président que ses alliés ont célébré la victoire, tandis que les autres,

par crainte des représailles se sont rapidement retirés. Certains furent attaqués et leurs maisons brûlées. Les conflits ethniques, le chaos et la violence continuent dans certaines parties du pays, causant plus de 500 morts et le déplacement de plus d'un demi million de personnes.

Des questions politiques

Le gouvernement a amorcé de nouvelles réformes politiques dans des domaines clés tels que la terre, la forêt, la faune et la flore, la protection de l'environnement, touchant tous au bien-être des autochtones. Les changements de la politique de la forêt ont pour fin d'encourager la participation des autochtones à la gestion associative des forêts et à l'utilisation, en association, des ressources forestières. Cette réforme préalable pourrait, au contraire, empêcher la participation des autochtones qui ne connaissent que leurs communautés, le concept d'associations leur étant étranger. La politique concernant la faune et la flore est fortement préjudiciable aux autochtones car elle comporte des projets qui aliéneraient leurs terres pour créer des couloirs de migrations pour les animaux sauvages. Cependant, quelques faits positifs se sont produits : la banque K-Rep, institution de micro finance, a initié une ligne de crédit pour aider les pasteurs et le gouvernement a commencé une campagne de vaccination du bétail.

Le processus de révision constitutionnelle

Au début de l'année, un Comité multisectoriel de révision, fer de lance des discussions sur la révision constitutionnelle, s'est réuni. Il a proposé un ensemble de réformes essentielles qui devront être mises en œuvre avant l'élection générale. Ces réformes étaient faites dans le but d'assurer un terrain d'action commun pour tous les acteurs politiques. Cependant, lorsque l'heure des élections est arrivée, le gouvernement n'avait toujours pas avancé sur le plan des réformes.

Le principal sujet de division des partis politique dans la compétition électorale fut la question de la délégation de pouvoir et des ressources (*majimbo* en swahili). Alors que le gouvernement était

opposé au *majimbo*, l'opposition s'en est servie pour séduire les votants, plus particulièrement les communautés autochtones marginalisées et appauvries. Celles-ci, qu'un gouvernement surcentralisé n'avantage pas, ont favorisé un système de distribution équitable du pouvoir politique et de la richesse, et ont voté à une majorité écrasante pour le parti de l'opposition. Le leader de l'opposition, Raila Odinga, a ajouté un programme de décentralisation dans le manifeste de son parti, le Parti démocratique Orange, avec le slogan « *à partage égal, ensemble nous prospérons* ».

Les politiques concernant la terre

Assez tôt durant l'année 2007, la dernière rédaction du document sur une politique nationale de la terre a été terminée et publiée dans les journaux. Un résumé des différents chapitres devait être présenté aux intéressés pour qu'ils les commentent lors d'un symposium. La présentation a suscité de nombreuses réactions de groupes divers. Les critiques négatives arguaient que ce document ressemblait au Projet *Wako*, rejeté au referendum de 2005. Des associations de propriétaires terriens ont protesté contre :

- la réduction des périodes de baux de 999 ans à 99 ans,
- la taxation de la productivité des terres,
- l'augmentation des droits des squatters,
- l'abrogation des droits bancaires sur les propriétés matrimoniales,
- la confiscation des terres en jachère et
- la limitation des superficies.

Les peuples autochtones sont favorables à ce projet qui touche des domaines importants, car il reconnaît la propriété communautaire des terres et aborde le problème épineux de l'injustice historique de la répartition des terres.

Le gouvernement défend le projet qui n'a pas force de loi mais fournit un cadre de principes et de valeurs qui servira de guide à la révision de la législation actuelle, des institutions et des mécanismes administratifs en vue d'une meilleure gestion. Le document est aussi considéré comme le produit d'un meilleur partenariat entre le secteur

public, les organisations communautaires de la société civile et le secteur privé.

La loi de protection des enfants

On espère une loi sur les enfants qui protégerait les jeunes filles autochtones des pratiques culturelles rétrogrades. En se référant à cette loi, le Président de l'Assemblée Nationale (lui-même *Maassai Laikipa*) a exhorté les chefs de sa communauté à abandonner les pratiques qui violent les droits des petites filles y compris le mariage précoce et les mutilations génitales.

Le Rapport du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

En 2007, un rapport fait pour le NEPAD, a constaté que, malgré les efforts du gouvernement, un nombre toujours plus important de Kenyans n'ont pas accès à un logement et à une alimentation convenables, à de l'eau propre et à des services, qui stimuleraient leur croissance économique.

La situation est encore pire pour les autochtones, qui sont le plus souvent en marge du développement national et pour ceux qui ne possèdent pas de terres :

- les petits fermiers producteurs de subsistance,
- les travailleurs sans qualification,
- les femmes seules, chefs de famille, et
- les pasteurs des zones arides et semi-arides.

Ces derniers souffrent davantage des conflits et sont considérés comme le groupe socio-économique le plus désavantagé alors que les autres Kenyans "*ont profité d'un boom économique qui a apporté des progrès dans les domaines de la santé et des soins, de l'agriculture, de l'éducation et des infrastructures* ».

Tout ceci est montré dans un rapport des Nations Unies sur les disparités accablantes entre les régions les plus pauvres et les régions

les plus riches du Kenya, qui constate que les pasteurs nomades restent marginalisés quand on n'apporte pas de réponse à leur besoin de développement.

Le Kenya s'abstient sur La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Le Kenya est l'un des trois pays africains qui se sont abstenus en septembre 2007 lors du vote sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le Kenya ayant toujours eu une position négative sur le concept de peuple autochtone, plusieurs d'entre eux ont pensé que cette abstention montrait un adoucissement de sa position.

Deux raisons auraient pu contribuer à ce changement :

- En premier lieu, l'importance du lobbying entrepris localement et internationalement par les peuples autochtones, aidés par IWGIA.
- En second lieu, la subvention d'environ 1.480.000 dollars US de la Banque Mondiale, fin 2006, sous condition qu'un cadre de "*Planification pour les peuples autochtones*" soit mis en œuvre assorti de l'obligation d'obtenir leur "consentement préalable, libre et informé" pour tout projet les concernant.

En recevant cette subvention, il est possible qu'un vote négatif sur la Déclaration soit devenu indéfendable. Il est important de noter que ni le Ministre des Affaires Etrangères, ni la Mission kenyane à New York ne connaissaient, préalablement au lobbying, l'existence de ce document - cadre, bien qu'il ait été mis en œuvre sous les auspices du Bureau du Président. Cela souligne la signification et l'opportunité des efforts de lobbying.

Mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale

Cette année, le Kenya a également discuté de la mise en œuvre de la *Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale*, en se concentrant sur la discrimination subie par les peuples autochtones du pays. Un séminaire a été organisé par le Ministère de la Justice et des Affaires Constitutionnelles, sous les auspices du Programme de Développement des Nations Unies, en collaboration avec les organisations de la société civile.. Alors que le séminaire s'était bien passé, une deuxième rencontre a été dominée par les fonctionnaires du gouvernement, qui ont fait échouer les discussions. Le processus est toujours en marche, on en espère des résultats positifs.

Chamus III *maassai* remporte la première manche dans une autre affaire contre l'État

Le *Massai* Chamus III, résidant au district de Baringo, a poursuivi le Gouvernement devant la cour de Justice pour l'introduction présumée d'une mauvaise herbe, *Proposis juliflora*, nuisible à la santé du bétail. La mauvaise herbe a hérité du surnom de « *Mathenge* », en souvenir de l'officier qui a supervisé son introduction. En 2006, la même communauté a gagné une affaire où elle demandait une représentation politique au Parlement. La Commission électorale a été chargée par le tribunal de mettre en œuvre l'acceptation de la requête, ce qui doit encore être fait.

Les *Endorois* expulsent une compagnie minière

La communauté *Endorois*, vivant sur les rives du Lac Bogoria dans la vallée du Rift, a lutté contre une compagnie minière appartenant au fils de l'ancien Président et à d'autres investisseurs. La mine produit des rubis précieux mais pollue l'environnement, le bétail et les personnes. Selon les *Endorois*, plus de 1000 animaux sont morts de maladies mystérieuses, et les gens se plaignent de toux et de maux

d'estomac. Ils se sont plaints auprès des autorités à plusieurs reprises, mais très peu à été fait. Alors, un jour du mois d'avril 2007, ils sont allés à la mine, l'ont prise d'assaut et ont expulsé les mineurs. Dans la pagaille qui s'ensuivit, 34 personnes ont été arrêtées et accusées de vols avec violence, dont le châtime est la pendaison. Sur les 34 personnes arrêtées, 32 ont été relâchées sans aucune charge et 2 autres sont toujours en jugement. La compagnie a assigné la communauté devant le tribunal pour intrusion dans une propriété privée, en référence à la loi sur les mines. L'affaire est en instance.

Affrontements ethniques

Cette année, les conflits les plus violents se sont déroulés dans la partie nord du pays, impliquant les pasteurs nomades *Pokot*, ainsi que leurs voisins, les *Samburu*, *Turkana*, *Ilchamus* et *Sengwer*. Selon Isaac Todokin, lui-même *Pokot*, les *Samburu* et les *Pokot* avaient « enterré les lances » en 1940, ce qui signifiait l'arrêt des raids et des conflits entre les deux communautés. Mais en 2007, à la suite d'une pénurie d'eau et de pâturage dans leur territoire, et de leur facilité d'accès aux armes, grâce à leurs cousins ougandais, les *Karamojong* et les *Pokot* ont décidé d'effectuer un raid chez leurs voisins.

Les conflits du Mont Elgon

Les conflits du Mont Elgon (à la frontière du Kenya et de l'Ouganda) se sont poursuivis ces deux dernières années et continuent. Ils impliquent les agriculteurs *Sabaot* et leurs voisins, incluant les *Ogiek*, qui ont subi le plus fort des combats. Les *Sabaot* ont pris les armes contre leurs voisins pour défendre leurs droits sur des terres qu'ils considèrent comme leurs. A l'origine, ces terres avaient été prises par les Anglais et ne leur ont jamais été restituées. Les conflits de 2007 furent provoqués par la révocation des allocations des terres, en accord avec la 3^{ème} phase du programme Cheppyuk qui visait à réinstaller les *Ogiek* dans la forêt du Mt. Elgon en 1971. Finalement, c'est la communauté *Soi* qui a pu jouir des ces terres. La contestation des attributions a provoqué des violences entre les deux communautés.

Les *Sabaot*, majoritaires dans cette partie du pays, se sont opposés aux allocations et ont pris les armes, sous la bannière de la Force de Défense des terres *Sabaot*.

Les violences ont causé beaucoup de morts, 5000 personnes ont été déplacées, 16 écoles fermées et des propriétés détruites. Selon Peter Cheruyiot, un *Ogiek*, la terre que les *Sabaot* revendiquent fait partie de la forêt du Mont Elgon « *qui a toujours été la terre ancestrale des Ogiek...il y a une tentative de réécrire l'histoire pour favoriser de nouveaux prétendants à sa propriété* ». Depuis le début du conflit, 700 membres de la communauté *ogiek* ont été tués. A la suite des résultats contestés des élections, l'Unité des Services Généraux, (une unité kenyenne paramilitaire) est accusée d'avoir attaqué des villages et violé des jeunes filles *ogiek*, villages qui étaient aussi attaqués par d'autres communautés qui brûlèrent leurs maisons et leurs véhicules de transport public. Maintenant, les routes sont bloquées et les gens meurent de faim à cause de la pénurie alimentaire.

Conflits dans le District de la Rivière Tana

Les conflits dans les districts de la Rivière Tana durent depuis des décennies, entre les pasteurs nomades et les fermiers, à cause de leur compétition pour les ressources de base, l'eau et les pâturages. Les pasteurs se rendent compte qu'ils sont en train de perdre toutes leurs terres et leurs ressources et qu'ils s'appauvrissent. Dans la plupart des cas, les conflits impliquent des bandits armés des deux camps. Comme ailleurs, l'année 2007 a été celle des violences à l'instigation des politiciens cherchant à créer des conflits qui déboucheraient sur l'éviction ou la fuite de groupes ou de communautés qui seraient enclin à s'opposer à eux.

Armement et désarmement des pasteurs nomades à des fins politiques

Les pasteurs nomades *Samburu*, *Turkana*, *Laikipa* et *Ilchamus* ont tous été harcelés par les raids *pokot*, avec, dit-on, le soutien du gouvernement. Selon un conseiller du district de *Samburu*, tous les

conflits tourneraient autour de la politique, les *Pokot* soutenant le gouvernement alors que d'autres communautés de pasteurs nomades sont du côté de l'opposition. Cela a permis aux *Pokot* de se procurer des armes et des munitions avec lesquelles ils ont attaqué et soumis leurs voisins. D'autres communautés voisines étaient alors désarmées. Un total de 200 *Samburu* auraient été tués en 2007 et plus de 20.000 têtes de bétail auraient été razzées. Le conseiller ajoute que « *deux jours avant les élections, les Pokot ont reçu des armes et des munitions... et maintenant l'un d'eux a obtenu un poste ministériel* ». . On fait pression sur le gouvernement pour qu'il trouve une solution au problème, mais peu de personnes le croient capable de faire quelque chose pour mettre fin au conflit, qui a contribué à l'appauvrissement extrême de certaines zones pastorales.

Epizootie dans la vallée du Rift

La fièvre s'est déclarée dans la vallée du Rift en 2006 et dure encore. Elle a dévasté le bétail dans tout le pays. C'est une maladie virale fatale et contagieuse qui peut être transmise à l'homme par les piqûres de moustiques ou au contact de produits ou de fluides provenant des animaux infectés. Le gouvernement a mis en place une campagne de vaccination pour 2 millions de bêtes dans les districts de Garissa, Ijara, Wajir, la Rivière Tana, Lamu et Isiolo. Le début de la maladie a eu des conséquences sur le commerce du bétail, des cuirs et des peaux. Des mises en quarantaine ont été imposées aux déplacements du bétail, mettant fin au commerce et rendant très difficile l'accès aux biens et aux services pour les pasteurs nomades.

La Commission kenyane des viandes de boucherie

2007 a aussi été l'année de la réouverture de la Commission kenyane des viandes de boucherie, qui avait été fermée pendant près de dix ans. Cependant, pour les six premiers mois, seules les fermes de la Corporation pour le développement agricole, étaient autorisées à vendre leur bétail à la Commission. Sa réouverture a augmenté les possibilités d'exportation du bétail kenyan à l'île Maurice et au

Moyen-Orient, qui offriraient de meilleures possibilités commerciales aux pasteurs autochtones, ce qui réduirait la pauvreté.

Naomi Kipuri est une Maasäi du Kenya, anthropologue de formation, directrice de l'organisation : Arid Lands Institute.

*Source : The Indigenous World 2008,
traduction GITPA, Laure Bottinelli, révision Simone Dreyfus-
Gamelon.*